
TROIS QUESTIONS À... THIERRY COOSEMANS

1 Spécialiste du renseignement, un domaine dans lequel vous avez exercé pendant plusieurs années, comment jugez-vous l'affirmation de la récente volonté européenne de favoriser une meilleure collaboration entre les services antiterroristes ? Cela peut-il concerner la pratique des interceptions de communications ?

Comme toute forme de renseignement technologique, le Sigint (*signal intelligence* en anglais, interception des transmissions) exigera des investissements sans cesse croissants, pour les installations elles-mêmes et pour assurer une exploitation optimale des informations recueillies : il faudra enrichir les systèmes de reconnaissance vocale, embaucher plus d'experts en langues et en cryptographie, etc.

Seule une coopération européenne permettra aux Etats de disposer des technologies de pointe. Les contraintes budgétaires et l'ampleur des investissements à réaliser les forceront à développer des programmes communs de renseignement technologique, qu'ils portent sur les transmissions ou sur les images satellites. Et on peut espérer que ces programmes communs entraîneront dans leur sillage le reste du renseignement.

2 Qu'est-ce qui distingue essentiellement les approches américaine et européenne dans la pratique des interceptions ?

Il n'existe pas à proprement parler de différence d'approche. Tout le monde est animé du même souci de concilier une politique de renseignement efficace avec le plein respect des droits fondamentaux, et singulièrement le respect de la vie privée à laquelle les citoyens – des deux côtés de l'Atlantique – sont très attachés. La crainte d'un « Big Brother » reste malgré tout très présente, et il faut assurer un contrôle démocratique efficace des techniques d'interception.

3 Après le 11 Septembre, on a reproché aux services américains d'avoir privilégié le renseignement technologique au détriment du renseignement humain. Quel fondement avait réellement cette critique ?

La critique était indéniablement fondée. Les plus hauts responsables de la communauté américaine du renseignement l'admettent. Les causes du phénomène sont multiples : une confiance illimitée dans les hautes technologies (« *Un satellite ne peut pas vous mentir !* »), des pertes dramatiques d'agents de terrain, un certain angélisme non dénué d'hypocrisie...

En tout cas, quel que soit l'objectif poursuivi, et alors qu'on se focalise actuellement sur la menace terroriste, les interceptions ne sont pas la panacée, même si elles peuvent évidemment se révéler cruciales dans certaines affaires. Le tout

est de parvenir à mettre en œuvre une politique globale du renseignement qui fasse un usage équilibré de l'ensemble des moyens d'acquisition du renseignement, humains ou technologiques. Les moyens doivent être adaptés à l'objectif, pas l'inverse. Et cet objectif, il faut que les responsables politiques le désignent clairement.

Pour travailler efficacement, les services doivent se voir assigner des missions précises. Ce qui n'est pas vraiment le cas actuellement au niveau européen.

Propos recueillis par J.-P. S.